



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

**Arrêté mettant en demeure la société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL de respecter les dispositions des articles 4.3.1 et 4.3.2 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juillet 2006 pour ses installations de Longueil-Sainte-Marie**

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 29 septembre 1987 à la société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL pour l'exploitation d'une usine de fabrication d'engrais sur le territoire de la commune de Longueil-Sainte-Marie, concernant notamment la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 4.3.1 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé qui dispose :

*« Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.*

*Ce système de détection n'est pas requis pour les aires de stockage à l'air libre ou pour les stockages possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur. » ;*

Vu l'article 4.3.2 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé qui dispose :

*« L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment :*

*- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre. La capacité globale ne peut être inférieure à :*

*- 120 m<sup>3</sup> pour les installations relevant des rubriques « 4702-II, 4702-III ou 4702-IV »,*

*- 180 m<sup>3</sup> pour les installations stockant des engrais relevant de la rubrique « 4702-I ».*

*Les réseaux d'eau ainsi que les réserves d'eau sont capables de fournir le débit nécessaire pour alimenter, des bouches et poteaux incendie en nombre défini en fonction des sinistres potentiels, à raison de 60 m<sup>3</sup>/h chacun.*

*- de moyens de pompage ;*

*- de lances auto-propulsives permettant d'introduire l'eau à l'intérieur des tas pour les engrais relevant de la rubrique 4702-I stockés en vrac. Leur nombre est établi en fonction de la nature et de l'importance des dangers. L'exploitant s'assure qu'en cas d'accident, un surpresseur est disponible ;*

*- d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;*

*- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;*

*- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;*

*- d'un système d'alarme incendie relié au système de détection défini au point 4.3.1 ;*

*- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au danger, afin de lutter contre un incendie de choulour, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles.*

*Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. » ;*

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 18 octobre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu la réponse du 24 novembre 2016 de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que, lors de la visite du 8 septembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le bâtiment de stockage des engrais relevant des rubriques 4702-III et 4702-IV, ne dispose pas de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz prévu à l'article 4.3.1 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 8 septembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants au regard des dispositions de l'article 4.3.2 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé :

- les points d'eau en cas d'incendie sont à plus de 100 mètres d'une partie du stockage des engrais ;
- le site ne dispose pas de moyens de pompage ;
- le site ne dispose pas d'un système d'alarme incendie relié au système de détection du stockage ;
- le site ne dispose pas des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.3.1 et 4.3.2 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé ;

Considérant que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL de respecter les prescriptions dispositions des articles 4.3.1 et 4.3.2 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

## ARRÊTE

**Article 1** - La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL, exploitant une installation de stockage et formulation par mélange d'engrais sise Bois d'Ageux sur la commune de Longueil-Sainte-Marie est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3.1 et 4.3.2 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté en mettant en place :

- une détection incendie dans le magasin de stockage des engrais ;
- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre. La capacité globale ne peut être inférieure à 120 m<sup>3</sup> ;
- des moyens de pompage ;
- un système d'alarme incendie relié au système de détection du stockage ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

**Article 2** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 ETL. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4** - Le présent arrêté sera notifié à la société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

**Article 5** - Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Longueil-Sainte-Marie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais le **- 8 DEC. 2016**

Pour le Préfet  
et par délégation  
le Secrétaire Général



Blaise GOURTAY

#### Destinataires

Société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL

M. le Sous-préfet de Compiègne

M. le Maire de Longueil-Sainte-Marie

M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

M. l'Inspecteur de l'environnement

(s/c de M. le Chef de l'unité territoriale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France)

M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours.